Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Honorables députés et chers collègues,

Je tiens à m'excuser du fait de mon absence dans cette plénière attendue par notre peuple pour suivre ma version des faits, suite aux accusations graves portées contre ma personne par Monsieur Flory Kabange Numbi, procureur général de la république. Je vous rassure également sur mon état de santé physique jugé normal par mon médecin, contrairement à celui de mon collègue Eugene Diomi Ndongala, perturbé par des semaines d'embastillement. Je lui souhaite un prompt rétablissement.

Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Honorables députés et chers collègues,

L'exercice auquel je suis soumis par la plénière de l'assemblée nationale appelle de ma part deux remarques, avant d'y répondre. Sur le plan de la forme : d'abord, je n'ai pas reçu une invitation de l'assemblée nationale portant sur le sujet qui est soumis à l'ordre du jour. Et, de toute façon, étant en exil, je ne pouvais m'y soumettre qu'à l'analyse de la réponse à la lettre que je vous ai adressée portant sur les conditions de ma sécurité physique. Je n'ai donc pas accédé au réquisitoire du PGR jugé très laborieux, par plusieurs observateurs. Ainsi sans préjudicie de mon droit d'obtenir communication du réquisitoire du PGR, je vous présenterai le contexte général qui a précédé ma rocambolesque interpellation à Bujumbura.

Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Honorables députés et chers collègues,

Il ya un adage luba de Bakwa Ndumbi au Kasaï Oriental qui dit, je cite « La nuit au clair de la lune lorsque le sage du village montre les constellations aux petits enfants, l'idiot du village en riant regarde le doigt du sage ».

Je voudrai donc dire par là que depuis un certain temps la situation politique, sociale et économique se dégrade, l'opposition dénonce mais la majorité n'entend que les bruits de sirènes et cherche la paille dans les yeux des opposants. Mais pour moi depuis le 2 juillet 2011 la situation politique s'était de plus en plus dégradée dans la province du Kasai Oriental. A cette date, le gouverneur Alphonse Ngoyi Kajanji organise une matinée politique au cours de laquelle il s'en prend publiquement à Monsieur Etienne Tshisekedi. Il le traite de « mputa wa lubangu » ce qui veut dire « une plaie qui ne se cicatrise jamais ». A Mbuji Mayi, la tension monte d'un cran. Etant présent dans la ville, pour mes vacances parlementaires, j'ai répliqué à sa provocation, en invitant la population au même endroit, à la même heure et sur le même podium. C'est la démystification d'un trafiquant des diamants devenu gouverneur de province qui n'écoute personne du haut de ces ambitions très démesurées. Dans l'opinion, malgré les bruits de gyrophares qui embêtent la pauvre population affamée à chacun de ses déplacements, on le surnomme Jack Bower. L'homme qui a une milice qui terrorise la population.

A la même période, le chef de l'état fait le voyage pour Kananga à l' occasion de la pose de la première pierre à la chute Katende. Le gouverneur Ngoyi Kasanji y est convié. A son retour de Kananga, il m'invite pour me transmettre le message personnel du chef de l'état. Dans sa résidence officielle, je m'y rends. Pas de message clair. Par contre, il demande qu'on apaise la tension. Je suis d'accord enfin Il se confie en ces propos « que de toute façon, ce que je réalise comme travaux dans la province, je le fais avec des fonds propres. Que le chef de l'état m'avait promis 100000$ mensuel qu'il n'honore pas ». Dans ses confidences, il enchaine « que le chef de l'état lors de sa venue à Mbuji Mayi pour la promesse de 10000000$ faite à la Miba, me pose la question de savoir « qu'est ce que Roger Lumbala déclare »? Certes j'ai répondu au gouverneur que cela ne m'intéresserait pas. Mais chers députés nationaux comprenez l'attention particulière que le chef de l'état fait aux déclarations de votre collègue.

Dans cette atmosphère tendue, tout devient sujet à spéculation, à péroraison, à suspicion, y compris les déplacements d'un parlementaire, homme libre et engagé.

Un congolais a-t-il le droit de se rendre librement, partout où son envie l'entraîne ?

Ou doit – il demander une autorisation spéciale parce que certaines parties du monde lui seraient interdites par la majorité au pouvoir?

Sommes – nous revenus à l'époque de la guerre froide ?

En réalité, comme l'écrivait si bien le malien Amadou Hampâté BA, dans son roman de poche « L'étrange destin de Wangrin », pour celui qui a peur, l'ombre d'une fourmi ressemble à celle d'un éléphant.

Qu'en est – il de mes déplacements privés qui inquiètent tant le PGR aujourd'hui?

Un proverbe luba dit, « kashingi muditela, muena bualu buenda mudimanya ». Qui serait l'équivalent en français de « qui se sent mauvais se mouche »

D'entrée, à ce que je sache, il n'a jamais été interdit aux députés congolais de fréquenter Kigali. De manière générale chaque député national descend à sa base pour la restitution des travaux de la plénière et récolter les doléances de la base pour le rapport des vacances parlementaires. Il n'en est pas moins qu'un député national puisse aller à la rencontre de la population congolaise même celle qui se trouve à l'étranger. Ces préalables étant posés, venons-en aux faits, puisque la prétendue accusation tire largement sa substance de mes mouvements. Jusqu'au dernier jour de la fermeture de la session extraordinaire, l'honorable Roger Lumbala était dans la salle vérification à la caisse de la Commission de l'ecofin pour le retrait de sa prime de participation au traitement du budget. Ensuite, libre comme tout citoyen Congolais, il a décidé de remplir sa mission, car la vérité, dit-on, est toujours au-delà des montagnes.

Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Honorables députés et chers collègues,

Je suis allé à Bujumbura, à deux reprises, en empruntant à chaque fois la compagnie Rwand'air, à partir de Brazzaville, la capitale de la République du Congo. Vous comprendrez certainement pourquoi je m'étonne que l'on me demande de me justifier sur mes voyages privés, sur les compagnies que je choisis, sur les vols que j'emprunte, et quoi encore ?

Permettez-moi aussi de vous rappeler qu'au mois de décembre 2011, lorsqu'une délégation des députés congolais partait pour Londres, sur l'invitation des collègues députés britanniques, les mêmes canaux de diffusion de la désinformation ont spéculé sur le complot que Roger Lumbala et les autres membres de la délégation fomenteraient pour déstabiliser le pays. On se rappellera également qu'après notre retour, étant dans la ville de Kinshasa, Télé50 a véhiculé une galéjade en prétendant que, selon des sources diplomatiques, Roger Lumbala aurait été vu à Kampala. Mon don d'ubiquité a donc été révélé ce jour-là, au grand public. La ficelle était grosse, tellement grosse qu'elle devenait grossière et maladroite. J'ai appelé le gestionnaire de ladite chaine et le ministre de l'intérieur sortant de l'époque pour leur exprimer mon indignation.

Honorable Président,

Honorables membres du bureau,

Honorables députés et chers collègues,

Permettez – moi de vous relater des faits qui vous éclaireront mieux sur l'état d'esprit de ceux qui dirigent notre pays et ceux qui ont motivé ma démarche. Au mois d'avril 2012, mon téléphone sonne. Lorsque je réponds, c'est un interlocuteur qui se présente comme étant le général Bosco Ntangada qui est au bout du fil. Après les civilités d'usage, il m'informe qu'il me comptait parmi les députés courageux qui pouvaient dénoncer ce qui se passait à l'Est de la république. Je me sens flatté. Je lui offre ma disponibilité. Il m'invite à Goma afin de me présenter ladite situation. Il me demande la discrétion. Je ne réfléchis pas une seconde. Je lui donne mon accord de principe et la date de mon déplacement. Républicain que je suis, je prends le soin d'appeler d'abord le président de l'assemblée nationale. Je constate que ce dernier depuis qu'il est président du bureau de l'assemblée nationale, ne répond plus à mes appels. Je me rabats sur le ministre de l'intérieur sortant le professeur Adolphe Lumanu Buana Nsefu pour l'informer de mon déplacement. Le ministre me répond que, par prudence, il doit en référer à sa hiérarchie. A ma connaissance, il s'adresse au chef de l'etat.

En attendant de mon coté, je demande déjà au secrétaire général du RCDN Monsieur Moïse Moni Dela Idi de prendre des billets pour deux personnes afin d'accomplir cette mission.

La Veille du voyage, mon téléphone sonne, c'est le ministre de l'intérieur sortant. Il me dit que le chef de l'état me déconseille de faire ce voyage, parce que le général Bosco Ntangada ne peut être fréquenté par des politiciens.

Je réponds, non en précisant que je suis en contact avec des généraux militaires et policiers à Kinshasa sans que cela ne pose problème. Estimant que mon devoir de représentation nationale est aussi d'aller m'enquérir de la situation sociale, politique et militaire qui se dégrade à l'Est, je lui dirai que si mes intentions étaient malveillantes, je ne l'aurais jamais mis dans la confidence.

Sur place, pour lui signifier l'importance de ce que cela pouvait representer, j'appelai mon correspondant, en présence du ministre de l'intérieur, et je me mis en mains libres. « Honorable ukonafika siku gani ? ».

Je lui répondis que je reportais le voyage pour bientôt. Le ministre, qui suivit la conversation me répéta que le chef de l'état me déconseillait ce voyage. Je compris alors qu'avec cette position le service de la DGM me refuserait mon déplacement. Le comble, c'est quand j'appris par mon correspondant quelques heures plutard, que le chef de l'état l'avait appelé pour lui demander de ne pas recevoir ni parler aux politiciens.

Pendant ce temps, à l'Est, la guerre s'intensifiait et le M23 sortait des cendres du CNDP. En même temps, il y avait le déplacement de plus de 1000 militaires ex-CNDP surarmés, à Kananga.

Honorable Président

Honorables membres du bureau

Honorables députés et chers collègues,

Un autre fait mérite d'être signalé. Après leur rencontre avec le chef de l'état, un collègue député national de la majorité, originaire du Sud-Kivu m'approche à l'hémicycle pour me donner des éléments sur la situation critique qui prévalait à Uvira et à Fizi. Il me parle avec insistance sur l'exploitation illégale des minerais, l'utilisation des Maï-Maï par le pouvoir de Kinshasa, ainsi que de la présence de militaires burundais dans la zone. Il me met en contact avec des mwamis (chefs coutumiers) qui me confirment les faits. Je comprends alors que la situation était explosive. Je décide cette fois-ci d'y aller, sans en informer l'exécutif.

C'est ainsi que, dès la clôture de la session extraordinaire, j'ai fait Bujumbura. De Bujumbura je suis allé à Uvira et à Fizi. J'ai effectivement vu les militaires burundais à Uvira et à Fizi. J'ai vu les différents groupuscules qui opèrent dans cette zone. J'ai discuté avec quelques éléments du groupe Nyatura des hutus, des Raiya Mutomboki des Batembo, le groupe Yakutumba. Ils m'ont parlé de leurs parrains à Kinshasa et ont donné les numeros de téléphones des sujets européens anglophones pour lesquels ils travaillent dans l'exploitation des minerais. C'est là que j'ai compris le plan de balkanisation de notre pays qui s'organise à partir des deux provinces du Kivu et son mode d'emploi. Les sujets européens, je les ai rencontrés à Bujumbura. Je me suis fait passer comme le responsable de l'un de ses groupes.

Ces derniers qui se plaignaient de la baisse de quantité livrée de minerais se sont ouverts à moi pour dire je cite « nous étions sécurisés par le feu Augustin Katumba Mwanke, depuis sa disparition maintenant avec Monsieur Kalev Mutomb les choses sont difficile. Il demande de plus en plus l'argent pour le compte du président joseph Kabila » Pour gagner leur confiance je leur ai dit que j'etais député proche du président Joseph Kabila. Que je pouvais lui en toucher un mot. Ces gens sont basés à Nairobi. Ils ont souhaité rester en contact avec moi. Pour cela, ils ont promis de m'acheter les appareils Thuraya. A leur retour à Nairobi, ils ont envoyé 4 appareils thuraya que le service des renseignements burundais a refusé de nous remettre, sous prétexte que c'étaient de thuraya version militaire et non civile. Pour retrouver ces hommes, il suffisait de suivre les traces parce que le colis avait été expédié par DHL. Deux jours après notre entretien, ils me posèrent la question sur mon appartenance à l'opposition. J'ai compris qu'ils avaient pris soins de se renseigner à Kinshasa. Ils ajoutèrent que « Monsieur Kalev Mutomb vous connait très bien et il a voulu savoir si vous avez déjà quitté Bujumbura ».

A partir de Bujumbura, je pensais faire un petit tour en Afrique du Sud pour rencontrer les Congolais de la diaspora qui nous avaient envoyé l'invitation au moment où nous étions en déplacement en Europe, après les élections du 28 novembre.

J'ai appelé l'ambassade d'Afrique du Sud pour la demande de visas. A ma présentation le consul Monsieur Timbani Masango qui m'a reçu au téléphone a jugé bon de me rencontrer pour parler de la situation de mon pays. Timbani Masango est un diplomate de carrière, chargé des pays des grands lacs. Je le vois à deux reprises et je lui dis de suivre comment je parlerai à mes collègues députés « Dans mon périple à l'Est de la république, j'avais découvert un plan machiavélique contre la république. J'ai des noms de personnes qui entretiennent les différents groupes rebelles dans le Sud Kivu et Nord Kivu. Des personnes

qui facilitent le pillage des matières premières de notre pays aux groupes mafieux des sujets blancs. Ils les alimentent en armes, en munitions, en argent et médicaments. Ils envisagent la balkanisation du Congo en trois étapes :

La première étape: du grand Kivu : le président Joseph Kabila Kabange veut faire passer cette étape comme étant la conséquence de l'impuissance des FARDC à défendre l'intégrité territoriale. Le président Kabila s'est donné la mission de neutraliser les FARDC. Il les livre à la boucherie en vendant le plan de bataille. D'autres exemples sont éloquents, tenez, au Sud-Kivu,

rappelez-vous de la détermination et de la combativité du général Mbunza Mabé. Mais qui l'a stoppé dans son avancé et rappelé immédiatement à Kinshasa ?

Rappelez-vous du général Kasereka Kibambe de maï maï qui avait mis en mal le général Nkunda Batwaré qui l'a stoppé et rappelé à Kinshasa ?

Rappelez-vous de la déclaration du ministre Lambert Mande Omalanga sur le retranchement du M23 à une Coline et qui a stoppé l'avancé des FARDC ?

Rappelez-vous de l'avancé des éléments du M23 à Kibumba qui a donné l'ordre de retirer toutes les armes et les hommes de Goma pour Bukavu et pour quelle raison?

Aujourd'hui l'insécurité sociale des FARDC les poussent aux tracasseries à Goma pour que la population les diabolise au profit des éléments du M23. Le conflit avec le Rwanda ne se résume pas par soi-disant soutien au M23 mais par la prime de guerre que le président Joseph Kabila verse chaque année, par les multiples rencontres entre le feu Augustin Katumba Mwanke et le général hutu rwandais Faustin Kayumba Nyamwasa pour le financement de l'opposition rwandaise. Cette relation après la mort d'Augustin Katumba Mwanké est assurée maladroitement par Monsieur Kalev Mutomb. Joseph Kabila Kabange dans sa logique il organise minutieusement avec les forces négatives l'instabilité de la province. Mais sur pression des congolais, de la vigilance du prince de l'église catholique universelle son éminence le cardinal Laurent Mosengwo Pasinya, il ralentit la marche de la balkanisation. Pour créer la confusion, il se rallie aux FDLR pour contraindre le Rwanda à s'engager dans la guerre. Avec le Burundi, le soutien que Joseph Kabila accorde au général hutu rwandais réconforte le régime hutu du Burundi. En même temps, il soutient l'honorable Pascaline Kampanayo et le général Agathon Rwasa contre le pouvoir du Burundi. Je sais que c'est compliqué pour comprendre. Mais il faut être du coin ou un etre un initié dans la situation de l'Est pour comprendre. C'est la confusion que Joseph Kabila Kabange entretienne dans la région des pays des grands lacs.

Ce soutien au gouvernement du Burundi justifie la présence des militaires burundais sur le territoire national. Les militaires commettent des exactions et se livrent au pillage de nos ressources.

En fin pour la conquête du grand Kivu, la province du Maniema était dégarnie en son temps en homme et en matériel. Maniema serait la conséquence de la chute des deux villes Goma et Bukavu.

2eme étape c'est le fédéralisme initié par le président de l'assemblée provinciale Kyungu wa Kumuanza qui entre dans le plan de joseph Kabila de balkanisation de la RDC.

3eme étape du grand Kasaï, c'est la situation que le président Joseph Kabila Kabange a préparé laborieusement depuis belles lurettes. Le positionnement du général Obed Rwibasira au Kasaï occidental en est la preuve. Le président Joseph Kabila renforce le général Obed des militaires ex-CNDP qui sont encore aujourd'hui stationnés à Kananga. Plus armés que les militaires des FARDC de la 5eme région militaire. Ils tuent les éléments des FARDC. Ils vivent entre eux dans un campement spécial à coté de l'EFO Kananga. Il n'ya pas brassage depuis plus d'une année qu'ils sont arrivés à Kananga. C'est l'un des éléments de pomme de discorde entre le colonel John Tshibangu et le général Obed. Les éléments ex CDNP sont les mieux servis, les mieux payés, les plus équipés. Les plaintes du colonel John Tshibangu à ce sujet restent une lettre morte tandis que celles de son chef sont répondues immédiatement avec l'instruction de ramener le colonel John Tshibangu manu militari à Kinshasa. Comment les congolais ne peuvent ils pas se révolter ? Pour la conquête du grand Kasaï, à partir de Kananga, Mbuji Mayi dégarnit des éléments et des matériels, le général Jean Lucien Bahuma Ambamba muté à l'Est avec ordre d'emporter arme et munition. A Mbuji Mayi, le président Joseph Kabila avait pris les soins de laisser un certain colonel Séraphin Mirindi ainsi que le général Patience Yahv pour mater la population en cas de soulèvement. Voilà le plan de balkanisation tel que prévu par le président Joseph Kabila».

A Monsieur Timbani Masango, je lui ai parlé enfin des élections, des rapports de la fondation Carter, de l'Union européenne, de catholique ainsi que de la déclaration de son Eminence le cardinal Laurent Mosengwo Pasinya. Pour le visas, je lui ai demandé de me le réservé après mon retour de Paris comme m'a-t-il dit que cela pouvait prendre quelques jours.

Les services burundais peuvent confirmer de ma presence à Bujumbura vendredi le 31 aout parce qu'au cours de mon interrogatoire ils ont signalé d'être vu au restaurent du cercle nautique du Bujumbura par les éléments.

De mon interpellation

Le samedi 1er septembre je me présente à l'aéroport de Bujumbura pour prendre mon vol régulier de la compagnie Ethiopian. Je vois 3 messieurs à l'entrée de la salle d'enregistrement qui m'observaient. Je fais semblant mais j'en parle à mon collaborateur. Dès que je fais passer les bagages dans l'appareil de détection, ils approchent vers moi, me demandent de présenter mon passeport et de les suivre, car leur chef voulait me parler. Ils m'assurent que je prendrai le vol du lendemain. Mais, je comprends que c'est la méthode des services pour calmer les suspects.

Dès qu'on s'est présenté à leur bureau à l'aéroport d'abord, j'appuyai sur le Play de mon téléphone, pour lancer le dernier appel et permettre à mon dernier correspondant de suivre notre conversation. C'est ainsi que j'alertai de mes difficultés.

De l'aéroport, je fus mis dans une voiture, avec une plaque minéralogique congolaise jusqu'au centre de documentation, l'équivalent de l'ANR au Congo. Le centre dénoncé par les ONG pour les exactions qui y sont commises. Il est le mieux sécurisé de Bujumbura.

Dans le centre, ils prirent ma valise et ma mallette. Ils confisquèrent mes cinq appareils téléphones, mes deux passeports diplomatique et ordinaire, ma carte de résident en France, mes livres de chevet, mon IPAD ainsi qu'un flash disk. Après quelques heures, plus de 5 personnes vinrent, l'une après l'autre. Mais deux se présenteront : le général Agricole Ntirampeka, le chef de cabinet du service de renseignement du général Adolphe Nshimirimana. Le deuxième se présente comme étant Monsieur Boulanger chef de la sécurité extérieure.

Honorable Président,

Honorable membres du Bureau ,

Honorables députés et chers collègues,

Je reprends ci-après et sous forme directe, ce qui est censé figurer dans le procès-verbal de mon audition par les services du Burundi. Je reconnais avoir apposé ma signature en bas d'une seule page.

L'entretien commença à 16h00:

Tout y passa. Nom, prénom, motif du voyage, activités politiques entreprises au Burundi, etc. ? Mes réponses furent nettes. Quelles activités pouvais-je faire au Burundi ? Et pour quelle raison ? Je ne suis pas en contact avec des politiciens burundais. Par contre je suis venu au Burundi parce que je devais me rendre à Uvira voir ma famille. Ils reprirent : vos liens avec le Rwanda ? On nous a dit que vous étiez au Rwanda ? Je réponds, - regardez mon passeport je ne suis pas allé au Rwanda. Je n'ai pas des visas du Rwanda. Quelles sont vos relations avec le M23 ? Je n'ai pas des relations avec le M23.

Je ne suis pas dans la structure politique du M23. Je ne suis pas dans la structure militaire du M23. Je ne suis ni de prêt, ni de loin à l'origine de la guerre du Kivu. Quelles sont vos relations avec le pouvoir de Kabila. Je réponds. - je suis de l'opposition congolaise je n'ai pas des relations avec Monsieur Kabila. Est-ce que vous savez que nous avons des bonnes relations avec le président Kabila ? Réponse, je suis étonné parce que Monsieur Kabila entretient aussi de très bonnes relations avec Madame Pascaline Kampayano. Vous connaissez Pascaline ? bien sur que je la connais. Je surenchéris j'ai demandé à plusieurs reprises à monsieur Kabila par l'entremise de l'honorable Didier Kazadi Nyembwe de se débarrasser de cette dame, monsieur Kabila a toujours refusé.

J'ajoute que pour monsieur Kabila déclare que vous n'êtes pas serieux, vous avez arrêté un ami à lui, c'est pourquoi il ne voulait plus parler à votre président vous vous souvenez ? Je les vois tous encaisser le coup. J'enchaine, la dernière fois j'ai vu l'honorable Pascaline Kampanayo accompagnée du général Agathon Rwasa le président des Forces Nationales de Libération (FNL) au Grand Hôtel de Kinshasa. Il est indamissible de penser que Kabila travaille avec vous alors qu'il joue le double jeux.

L'interrogatoire s'arrêta et ils s'éloignèrent de moi. Je restai seul au salon. Ils revinrent 30 minutes après et me posèrent la question suivante - quel est le passeport que tu utilises pour voyager ? Je répondis le passeport ordinaire. Ils me remirent le passeport ordinaire et ma carte de résident et gardèrent le passeport diplomatique. Ils me firent trainer là jusqu'à 20h00, puis me relâchèrent. Ils gardèrent ma mallette. Je signai le PV d'audition dans lequel il n'y avait rien de tout ce qui se raconte à Kinshasa. On s'échangea des numéros de téléphones. Je partis à l'hôtel avec la promesse ferme de revenir le lundi matin pour parler avec le général Adolphe et récupérer ma mallette pour voyager.

Arrivé à l'hôtel, j'appelai mes collaborateurs à Kinshasa pour donner des instructions sur certains dossiers. Je discutai avec eux pendant quelques minutes sans leur dire ce qui m'était arrivé. Dimanche à 18h00 un collaborateur m'appela de Kinshasa pour me poser la question de savoir si j'etais en sécurité ? Je lui demandai le pourquoi de sa question. Il répondit,- je viens de recevoir un sms d'un cousin de l'ANR qui me dit que ton chef est arrêté à Bujumbura. Connaissant combien les agents des services sont bavards, je demandai à mon collaborateur d'en savoir plus. L'agent lui répondit, qu'il y avait deux Burundais qui étaient arrivés ce dimanche 2 septembre et qui avaient informé que ton chef était en état d'arrestation à Bujumbura. Je demandai les noms des Burundais. Il s'agissait du général Agricole et de monsieur Boulanger de la sécurité extérieure. Voilà comment je découvris le pot aux roses et je mis la machine en place pour le déjouer. Deux des officiers, parmi les cinq, qui étaient avec moi pendant mon interrogatoire étaient à Kinshasa. Ils étaient partis en mission privée. J'appelai les deux qui m'avaient donné leurs coordonnées. Je leur ai informé du voyage brusque du général Agricole et monsieur Boulanger à Kinshasa après notre entretien. L 'un répondit, je ne sais pas, l'autre me dit je vais vérifier. J'appelai ensuite un policier de l'aéroport qui autrefois m'avait donné son numéro de téléphone, je lui posai la même question, il me dit aussi qu'il allait vérifier. Quelque minute plutard il me donna la compagnie et l'heure du vol.

A Kinshasa, c'était la désertion du colonel John Tshibangu qui passait en boucle sur les différentes chaines et le nom de Roger Lumbala y était associé.

A l'hôtel Memling, les deux Burundais festoyaient en compagnie de leur homologue congolais. Ils se grattaient la pomme de leur main en vendant la peau du vieil Ours avant de l'avoir tué et Ils parlaient de l'extradition le lendemain. C'est à minuit que j'ai pris la décision de ne pas me présenter à l'agence de documentation burundaise le lundi matin.

Lundi à 10h00, accompagné de mon collaborateur, je me présentai à l'ambassade de l'Afrique du sud. Je fis appel à monsieur Timbani Masango qui me croyait déjà voyagé. Etonné de me voir, je lui dis que je venais me réfugier à l'ambassade pour telles raisons. Il ne me crût pas d'emblée. Interloqué, il fit appel à la chargée des affaires avec laquelle j'eus un entretien. Cette dame entra en contact avec le général Adolphe. Le général Adolphe lui répondit, ne pas avoir de problèmes avec moi. Vous pouvez le faire accompagner par les diplomates dans mon bureau. Je ferai sa connaissance et lui remettrai ses effets. Il continuera ensuite son voyage.

Connaissant suffisamment nos pays qui ne sont de droits que de façade, Je profitai de ses propos pour dire à la chargée des affaires ceci – « comme il n'a pas des problèmes avec moi, qu'il amène mes effets et je préfère parler avec lui ici à l'ambassade de l'Afrique du

sud et non dans son bureau ». Suite à mon refus de me rendre à l'invitation du general Adolphe, l'ambassade d'Afrique du Sud nous accorda à 15h00 son hospitalité. Les deux Burundais étant encore à Kinshasa devraient être informés de cette situation. A 17h00 s'ajoute encore une autre information de l'heure du décollage de l'avion de Kinshasa en destination de Bujumbura. Par acquit de conscience, j'appelai la chargée des affaires et l'informai de l'arrivée à 23h00 d'un avion en provenance de Kinshasa pour venir me chercher. L'ambassade prit des dispositions pour vérifier l'information, à 23h00 l'avion atterrit sur le tarmac de l'aéroport de Bujumbura. Des sources de l'aéroport confirmèrent le fait. A son bord, le général Agricole, monsieur Boulanger, monsieur Kalev et deux autres personnes non identifiées.

Monsieur Boulanger avec une mallette d'argent prit sa voiture tandis que le général Agricole amena Monsieur Kalev Mutomb jusqu'à l'enceinte des services de renseignement pour finalement lui dire que Roger Lumbala avait escaladé le mur. C'est la première version de déclaration du porte-parole du gouvernement congolais le célèbre Lambert Mende Omalanga.

Je me permets maintenant d'aborder le sujet sur le prétendu séjour à Kigali. Je vous informe que c'est monsieur Kalev Mutomb qui désespéré à Bujumbura était obligé de ramener mes effets pour au moins justifier au président joseph Kabila de ma presence à Bujumbura.

Honorable Président

Honorables membres du bureau

Honorables députés et chers collègues,

J'ai le visa Burundais dans ce passeport diplomatique. Je n'ai pas les visas rwandais. Sur internet, j'ai vu que le ministre de l'intérieur a présenté le visas Schengen à la place du visas du Rwanda. Les tampons, on les fabrique à Matongé à Kinshasa, à Kibenga à Bujumbura. Pour le passeport diplomatique le visa est gratuit. Dans mon passeport, je n'ai pas de visas du Rwanda aux dates citées par le PGR. Le ministre a péché par excès des zèles en distribuant déjà les pages de mon passeport. Le PGR insiste sur le fait de prendre Rwand'air comme si c'est un crime, non j'ai choisi cette compagnie parce qu'elle coûte moins cher et vous arrivez directement à Bujumbura au lieu de passer la nuit à Nairobi ou à Adis Abeba avec les compagnies de ces pays.

A ma connaissance, les relations diplomatiques et militaires avec le Rwanda sont au beau fixe. Mon passeport a été présenté comme ayant de visas du Rwanda pour accréditer certaines thèses. Comment puis-je faire confiance au pouvoir qui a mis les préservatifs dans le véhicule de Floribert Chebeya et de Fidel Bazana après le crime d'état ? Comment puis-je faire confiance au pouvoir qui a prétendu qu'Armand Tungulu s'était étouffé avec l'oreiller dans sa cellule ? Peut-on faire confiance à ce régime qui pousse les opposants à l'exil ? Je comprends que ma présence à Uvira et à Fizi panique les personnalités impliquées dans le complot contre le pays. Je comprends qu'ils distraient notre peuple à lors que le mal est très profond. Mais je ne suis pas accusé pour un assassinat, ni pour le pillage des richesses de notre pays. Tout ce que je sais, j'ai mis les pieds dans la fourmilière. Je suis accusé pour des faits politiques et je vous demande traiter ce dossier sur le plan politique.

A propos des voyages auxquels ils font allusion. Oui, je suis allé à Bujumbura via Kigali mais je ne me suis pas arrêté à Kigali. Les dates qui sont données, sont fausses. Le Burundi n'a pas dit que Lumbala est passé aux aveux. Le service de sécurité burundais a déclaré je cite « monsieur Roger Lumbala est libre de ses mouvements. Il peut continuer son voyage » qui n'a pas suivi cette déclaration sur RFI ? Quelques jours après le ministre burundais des affaires étrangères déclare je cite « Monsieur Roger Lumbala n'est pas libre de ses mouvements. Mais Le congo n'a pas fait une demande officielle d'extradition, tout était encore verbal, s'il fait la demande nous allons l'examiner » qui n'a pas suivi cette déclaration ? D'où vient la déclaration sur les aveux de Roger Lumbala ?

Pourquoi ma presence à l'Est peut-il déranger autant ? Que veut-on cacher aux congolais ? Je suis étonné d'apprendre que j'ai reçu le message en kinyarwanda alors que je ne parle pas cette langue. Moi pour ceux qui me connaissent, je ne communique que par sms. Dans mes appareils j'ai les numéros de téléphone des opposants mais aussi des mouvenciers parmi lesquels : général John Numbi, général Bisengimana, général Amisi Tango fort, général Oleko, général Patience Yahv, général Jean Lucien Bahuma Ambamba. Pierre Lumbi, Evariste Boshab, Lambert Mende Omalanga, professeur Adolphe Lumanu Buana nsefu, Pasteur Mugalo, Ministre Alexis Thambwe Mwamba, Kalev Mutomb, J'ai les numéros du PGR lui-même. Les numéros du président de l'assemblée nationale ainsi que celui du président de la republique Joseph Kabila Kabange.

Je suis étonné que le PGR ne cite que les numeros des noms qui sont liés au Rwanda.

Comment connaissent-ils ces numéros s'ils n'en ont pas ?

Comment savent ils que tel numéro appartient à telle personne si ils ne les appellent pas ? Pensent-ils avoir le monopole des contacts ?

L'intention délibérée est de vouloir m'associer à la rébellion du M23. Alors qu'au moment où nos militaires congolais se battaient contre le M23, les éléments de l'armée rwandaise étaient dans la zone de conflit. On peut se poser la question de savoir dans quel camp se sont ils alliés ?

Et quand la Monusco a annoncé l'histoire des 11 militaires rwandais, ont-ils reconnu les faits directement ?

Qui négocie aujourd'hui à Kampala avec le M23 ?

Mon passeport diplomatique n'a servi que pour des transactions financières, dans le marchandage entre les agents du Bujumbura et de Kinshasa. Mes téléphones retenus depuis le 1er septembre ont été trafiqués par les uns et les autres. Les uns pour justifier leur escroquerie, les autres pour prouver mon accusation. Je confirme mes déclarations sur radio et télévision et j'en promets d'autres. Je signale que je déposerai un mémorandum dans les différentes institutions internationales, pour démontrer la responsabilité du président Joseph Kabila dans l'instabilité qui règne dans la région des pays des grands lacs et pour dénoncer son plan de la balkanisation de notre pays. Je montrerai de façon irréfutable l'inacceptable dérive dans la situation de démocratie et des droits de l'Homme en RDC.

Honorable Président

Honorables membres du bureau

Honorables députés et chers collègues,

S'agissant du colonel John Tshibangu, oui je le connais. Il a été avec nous au RCD et ensuite il a fait partie du RCDK/ML. Le colonel John Tshibangu arrive à Kinshasa avec son épouse qui a une grossesse à risque. Selon lui, Il est allé à l'état-major général des forces terrestres et a vu toute la hiérarchie, mais personne n'a été à mesure de lui venir en aide. Son épouse étant gravement malade et sans assistance, il est venu vers moi pour solliciter un emprunt de 2000$. Je lui ai demandé de me donner une garantie. Il m'a remis un document de sa parcelle. Je lui ai prêté de l'argent pour la maternité de son épouse. Toutes les pièces vous seront présentées le moment venu. Sa désertion n'est pas du fait de Roger Lumbala mais de l'insensibilité sociale caractérisée de sa hiérarchie militaire.

Qui ne sait pas que nos militaires et policiers des troupes vivent de la mendicité ?

Qui ne voient pas les immeubles que construisent certains généraux à la misère noire que broient les autres ?

Pour l'animateur radio monsieur Kasonga Fortunat alias Kuru, c'est mon ancien attaché de presse, John, l'électricien de ma seconde résidence de Mbuji Mayi, Mbuyi Tshibwabwa est une vieille connaissance de Kisangani, Alidor Beya est un ex-membre du RCDN. Les uns manipulés, les autres innocemment arrêtés mais torturés sont détenus dans les conditions infrahumaines du fait d'avoir connu une fois dans la vie Roger Lumbala. Je donnerai plus de détails lorsque je me présenterai devant vous, chers collègues.

Honorable Président

Honorables membres du bureau

Honorables députés et chers collègues,

Voici la quintessence de mon récit que je mets à votre appréciation. J'apporterai des éléments des preuves pour étayer mes propos.

Je vous remercie.

Roger Lumbala Tshitenge

Député National